

Pendant la canicule, les parents d'élèves indignés par « l'absence de cadre » pour les écoles : « On a dû s'organiser en catastrophe »

Les conditions d'accueil des enfants en classe se dégradent, et les parents tentent de s'adapter, entre télétravail, jours de congé ou relais auprès d'autres adultes. Tous déplorent l'impréparation des pouvoirs publics et craignent les années à venir.



Dans une école élémentaire, un thermomètre indique 30 °C, à Bavilliers (Territoire de Belfort), le 22 juin 2026.
PASCAL BASTIEN POUR « LE MONDE »

Depuis le début de la canicule qui frappe la France en cette deuxième moitié de juin, des millions de parents d'élèves vivent au rythme des dilemmes et des réorganisations que leur imposent les conséquences de

la chaleur dans l'école de leurs enfants. Jeudi 25 juin, plus de 13 500 écoles et établissements ont dû aménager leur fonctionnement, soit près d'un quart des structures du pays. Un décompte qui n'a cessé de croître depuis que cette nouvelle vague de chaleur a commencé, près d'une semaine plus tôt.

Lire aussi | [EN DIRECT, canicule : « 50 000 clients privés d'électricité » selon Enedis, en raison des chaleurs exceptionnelles](#)

Derrière ces chiffres se dessine une myriade de situations locales, les décisions d'adaptation étant laissées par le ministère de l'éducation nationale aux collectivités territoriales, responsables des bâtiments scolaires, et aux chefs d'établissement. Quelque 3 500 écoles et collèges ont totalement fermé leurs portes. D'autres ne ferment que l'après-midi, ou n'assurent plus d'accueil périscolaire. Certains ont délocalisé les classes dans des locaux municipaux plus frais.

S'ajoutent les cas d'écoles qui restent ouvertes sur le papier, mais invitent les parents à garder leurs enfants. Le ministère de l'éducation nationale a diffusé une consigne de « *bienveillance* » envers les familles qui décideraient de retirer leurs enfants de l'école. Pour les dizaines de parents d'élèves qui ont répondu à un appel à témoignages du *Monde*, la semaine a ainsi viré au casse-tête.

A Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine, la mairie a décidé, dimanche 21 juin, de fermer toutes les écoles publiques à partir de 11 h 30. « *On a dû s'organiser en catastrophe* », déplore Guillemette Sovignet, 35 ans. Faute de relais familial à proximité, elle et son mari n'ont pas d'autre choix que de garder leurs trois enfants à domicile. « *Comment font les parents qui ne peuvent pas télétravailler ? Pourquoi aucun lieu frais n'a été prévu dans la ville pour accueillir les enfants ?* », s'interroge Guillemette Sovignet, « *choquée* » que les pouvoirs publics « *laissent les parents sans solution* ».

A moins de 3 kilomètres, la Ville de Paris n'a fermé aucun établissement, mais, face aux températures souvent intenable, les directions invitent

« *fortement* » les parents à garder leurs enfants depuis lundi, et les classes se sont vidées au fil de la semaine. « *Nous sommes un peu perdus quant à la meilleure décision à prendre* », confie Amélie Hegyi, maman de trois enfants.

L'entre-deux des autorités tourmente la famille depuis des jours : les enfants seront-ils mieux dans l'appartement familial, lui aussi surchauffé ? Est-il préjudiciable de leur faire manquer une semaine d'école ? Sans compter le défi d'organisation que représente la garde d'enfants pour deux parents qui travaillent, lorsque l'on ne peut pas faire valoir une fermeture officielle d'établissement auprès de l'employeur pour obtenir une autorisation d'absence.

« *J'ai l'impression de revivre un confinement en secret* », dit en soupirant la mère de famille. Avec son mari, ils ont fait des choix « *sans aucune logique* » : l'aîné est à la maison l'après-midi car le collège est fermé, le cadet, en CM2, ne va plus du tout à l'école, et le plus jeune va à la maternelle seulement le matin. Quant à Amélie Hegyi et son conjoint, ils alternent le télétravail et les arrangements négociés sur WhatsApp avec d'autres parents d'élèves pour se relayer dans la garde des enfants de chacun.

Culpabilité

Même situation à Saint-Jean-d'Ilac, en Gironde. En dépit des températures qui dépassent les 40 °C depuis lundi, la municipalité n'a pas fermé l'école, mais le départ des enfants est « *préconisé et autorisé* » les après-midi. « *L'absence de cadre rend fou* », s'insurge Marie (elle n'a pas souhaité donner son nom, comme les autres personnes citées par leur seul prénom), 41 ans, maman de deux petites filles en élémentaire. « *Il n'y a aucune règle commune, on renvoie la responsabilité aux parents et on laisse tout le monde se débrouiller !* », tempête cette chargée de programmes audiovisuels, qui a récupéré ses filles lundi midi, et bricole depuis au jour le jour.

Certains parents ont posé des jours de congé, d'autres ont pu

télétravailler. Certains ont emmené leurs enfants sur leur lieu de travail, lorsque les employeurs étaient compréhensifs. D'autres ont fait appel aux grands-parents. Mais toutes familles ne sont pas égales en la matière, et toutes n'ont pas la possibilité de compenser les carences d'un service public.

Lire aussi le récit | [Canicule : le grand bricolage de l'éducation nationale, symbole de l'inadaptation de la France au réchauffement climatique](#)

A Amiens, Anne-Lise Piriou, médecin et mère célibataire de trois enfants de 8 à 13 ans, n'a pas d'autre choix que de les laisser à l'école « *la mort dans l'âme* », une bouteille d'eau et un brumisateur dans le sac, « *en espérant que les adultes sur place auront des solutions* ».

A Bordeaux, Damien Cabut et sa compagne se disent « *démunis* ». L'école maternelle de leur fille a « *fortement incité* » les parents à garder leurs enfants l'après-midi pour leur éviter les salles de classe à 35 °C. Mais sa compagne exerce comme personnel paramédical dans un Ehpad, « *autant dire que sa présence est nécessaire* », et lui est indépendant. « *Si je ne travaille pas, c'est autant d'argent que je ne gagne pas, et notre niveau de vie s'en ressent* », résume-t-il. Quant aux grands-parents, ils vivent à plusieurs centaines de kilomètres.

Alors, en début de semaine, leur fille de 4 ans est restée à l'école toute la journée. Pour Damien Cabut, la culpabilité de « *lui faire subir ça* » le dispute au « *dépît* » de « *devoir choisir en son travail et le bien-être de ses enfants* ». « *On a le sentiment qu'on nous laisse seuls affronter les conséquences de l'impréparation politique* », fustige ce père de famille de 34 ans.

« Inégalités sociales »

Des parents qui s'en veulent pour leurs enfants, et en veulent en retour aux pouvoirs publics. A Nantes, l'école des enfants de Morgane est fermée l'après-midi. Le bâtiment a beau être sorti de terre en 2022, il a nécessité des aménagements d'urgence pour faire baisser la température

dans les classes, qui tutoie malgré tout les 30 °C. Morgane a « *bricolé avec [sa] hiérarchie* » pour pouvoir les garder toute la journée : le petit de 6 ans a souffert de saignements de nez, de maux de tête et de ventre, et l'aînée de 9 ans appréhende chaque journée d'école lorsque la météo annonce de la chaleur.

« Je le fais aussi pour aider les enseignants, pour qu'ils aient moins d'enfants à gérer », explique cette cadre de la fonction publique de 37 ans qui ne cache pas sa colère, loin d'être passagère, contre « *le gouvernement et les villes* ». « *On n'a toujours pas d'anticipation ni de protocole ! L'école n'est pas le refuge qu'elle devrait être.* »

Ils sont nombreux à partager la même indignation face à [l'inadaptation du bâti scolaire](#), à l'impréparation et à la gestion différenciée de la crise par l'éducation nationale sur le territoire. « *On creuse encore et toujours les inégalités sociales* », dénonce Claire Mallet, mère de famille parisienne.

Lire aussi | [Canicule : un front inédit de syndicats d'enseignants, de parents et de lycéens demande une « stratégie de long terme » pour l'école](#)

Depuis lundi, elle est tiraillée : retirer les enfants de l'école pourtant ouverte, n'est-ce pas prendre le risque que les pouvoirs publics considèrent le problème réglé ? Jeudi matin, alors que les températures étouffantes sont encore annoncées jusqu'à samedi, elle a finalement reçu un message de l'école. « *Les conditions d'accueil actuelles à l'école ne permettent plus de garantir la santé, la sécurité et le bien-être des élèves comme des personnels* », indique le mail, informant les parents qu'aucune des six enseignantes ne sera en mesure d'assurer son service vendredi.

« Dans cinq ans, on nous demandera de garder les enfants à partir du mois de mai faute d'adaptation des écoles ? L'inertie politique n'est juste plus tenable », s'alarme Claire Mallet. Chez elle comme chez de nombreux parents, la canicule de juin nourrit avant tout de profondes inquiétudes pour les années à venir.

[Réutiliser ce contenu](#)